

RAPPORT ANNUEL

2023
2024

 SOCIÉTÉ DE
**CRIMINOLOGIE
DU QUÉBEC**

*Au carrefour
de la justice pénale*



1 TABLE DES
MATIÈRES

2 MOT DE LA
PRÉSIDENTE

3 MISSION, VISIONS, OBJECTIFS,
VALEURS, MOYENS D'ACTION

4 COMPOSITION DE LA
SOCIÉTÉ

Organigramme
Conseil d'administration
Équipe de travail
Conseil consultatif
Bénévoles

8 STATISTIQUES

Répartition des adhésions
Fonctions/domaines des membres
Adhésions
Régions administratives des membres

11 TRAVAUX DE GOUVERNANCE
EFFECTUÉS DE 2023-2024

11 LES ACTIVITÉS DE LA
SOCIÉTÉ

12 CONGRÈS BIANNUEL

Membres du comité organisateur
Prix biennaux

17 JOURNÉE AVEC LES EXPERTS

19 RENDEZ-VOUS DE LA SOCIÉTÉ

20 QUAND LA RECHERCHE REJOINT LA PRATIQUE

20 ACTIVITÉS SUR MESURE

21 PARTENARIAT
VISIBILITÉ ET COMMUNICATIONS

23 TRAVAUX À VENIR
REMERCIEMENTS

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chers et chères membres, partenaires, et lecteurs(rices)

C'est avec un grand plaisir que je dépose entre vos mains ce rapport annuel 2023-24 des activités de la Société de criminologie du Québec, bilan d'une année qui fut fertile, active et dynamique, à l'image de notre organisation!

Cette année aura été marquée par de nombreuses réflexions et de multiples échanges que l'on peut regrouper plus particulièrement sous trois axes : 1) la solidarité et l'empathie envers les plus



Marion Vacheret

démunis du système judiciaire et pénal, 2) le renouveau de pratiques professionnelles centrées sur la personne, 3) les développements technologiques au cœur de l'avenir de la justice.

Nos réflexions sur les besoins et les vulnérabilités des plus démunis du système pénal – qu'ils soient accusés ou victimes – se sont développées tout au long de l'année : dans le cadre de notre séminaire sur le thème de la « réinsertion sociale » autrement organisé conjointement avec la Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes, lors de notre activité « Les rendez-vous de la Société de criminologie » portant sur la justice réparatrice à l'Université du Québec en Outaouais, durant notre Journée avec les experts sur le thème de l'itinérance ou encore dans le cadre de notre Congrès 2023. Ces diverses rencontres ont permis de mettre en lumière les multiples défis des populations desservies par la justice et de traiter des réponses possibles et souhaitables aux nombreuses situations de vulnérabilité présentes au sein du système de justice pénale, qu'il s'agisse des enjeux rencontrés par les populations autochtones, de la complexité de la prise en charge des détenus ou encore de propositions de réponses aux défis vécus par les victimes.

Les meilleures pratiques professionnelles, quant à elles, ont également fait l'objet de nombreuses réflexions et de présentations dans le cadre de nos différentes activités. À l'issue de nos échanges, force est de constater que les praticiens du système de justice sont engagés, volontaires et très actifs dans le développement d'approches novatrices mais aussi humaines. L'engagement des organisations de la chaîne pénale et de leurs acteurs de première ligne vers une meilleure justice, un meilleur accompagnement, une meilleure approche sont au cœur des préoccupations et des développements mis en œuvre.

Enfin, l'innovation de cette année a été l'analyse que nous avons initiée et approfondie sur la « justice virtuelle », soit ses développements technologiques et les visages qu'elle prendra demain. Notre Congrès y était consacré pour une très grande part. D'ores et déjà, lors des journées exceptionnelles du mois d'octobre dernier, les conférenciers ont su nous montrer que si le recours à certaines technologies et aux moyens de communication virtuels semble de facto nécessaires voire incontournables, ces derniers sont mis en œuvre surtout et avant tout pour mieux répondre aux besoins et aux attentes des personnes que les organisations desservent. Si la justice de demain s'appuie sur le numérique, elle reste profondément humaine. Si elle innove dans ses pratiques quotidiennes, elle le fait pour améliorer les services pour l'ensemble des collectivités.

Je souhaite conclure en vous remerciant du fond du cœur. En effet, c'est grâce à vous, participants de toutes ces activités, que ces réflexions ont pu se développer. Merci à toutes et tous qui avez contribué d'une façon ou d'une autre à l'enrichissement de nos connaissances, de nos échanges et de nos débats, que vous ayez été conférenciers, organisateurs, financiers ou assistants. En espérant vous retrouver toujours fidèles tout au long de la nouvelle année qui commence !

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Vacheret'.

MISSION, VISIONS, OBJECTIFS, VALEURS, MOYENS D'ACTION

C'est en juin 1960, qu'issue de la volonté d'un groupe de personnes provenant des milieux universitaire, juridique, policier ainsi que du clergé, la Société de criminologie du Québec fut créée.

Ces personnes, soucieuses d'apporter une réponse significative à la résurgence de la criminalité adulte et juvénile du Québec de l'époque, ont uni leurs efforts pour abolir les cloisons étanches qui existaient entre les divers professionnels du milieu juridique.

Toutes avaient réalisé que seules, elles étaient impuissantes à résoudre les problèmes qu'elles rencontraient. Elles sentaient également que sans études approfondies et sans une information adéquate du public sur ces questions d'une grande complexité, aucun progrès véritable ne pouvait être envisagé dans leurs méthodes d'administration de la justice.

Leurs actions concertées ont permis à la SCQ, société savante et organisme sans but lucratif, de devenir un véritable carrefour d'échanges et de partage de connaissances issues de la recherche et de la pratique.

Soixante ans plus tard, la SCQ est toujours aussi vivante, dynamique et engagée dans la Société québécoise et sa mission demeure.

Contribuer à l'évolution du système de justice pénale, à l'amélioration des pratiques de prévention, d'intervention et de gestion et au développement d'approches concertées.

Ainsi au fil des ans, elle a atteint ses objectifs de susciter les échanges sur les enjeux relatifs à la criminalité et à la justice, de vulgariser et diffuser les connaissances tirées de la recherche et de la pratique et de promouvoir la recherche.

Le développement de partenariats avec les milieux collégial et universitaire, lui a permis de mettre en place plusieurs activités, qui offrent à ses collaborateurs l'occasion de mettre à profit leurs connaissances et aux participants d'en bénéficier.

MISSION

La Société de criminologie du Québec a pour mission de contribuer à l'évolution du système de justice pénale, à l'amélioration des pratiques de prévention, d'intervention et de gestion et au développement d'approches concertées.

OBJECTIFS

Les objectifs de la Société de criminologie sont de promouvoir les échanges et les débats sur des enjeux relatifs à la criminologie et à la justice pénale, de favoriser la circulation des connaissances issues de la recherche et de la pratique; de contribuer à la recherche et à des approches concertées et de mettre en valeur les bonnes pratiques et les initiatives novatrices.

VALEURS

Les valeurs que nous promovons sont le respect, le sens critique, la rigueur intellectuelle, l'implication et la justice.

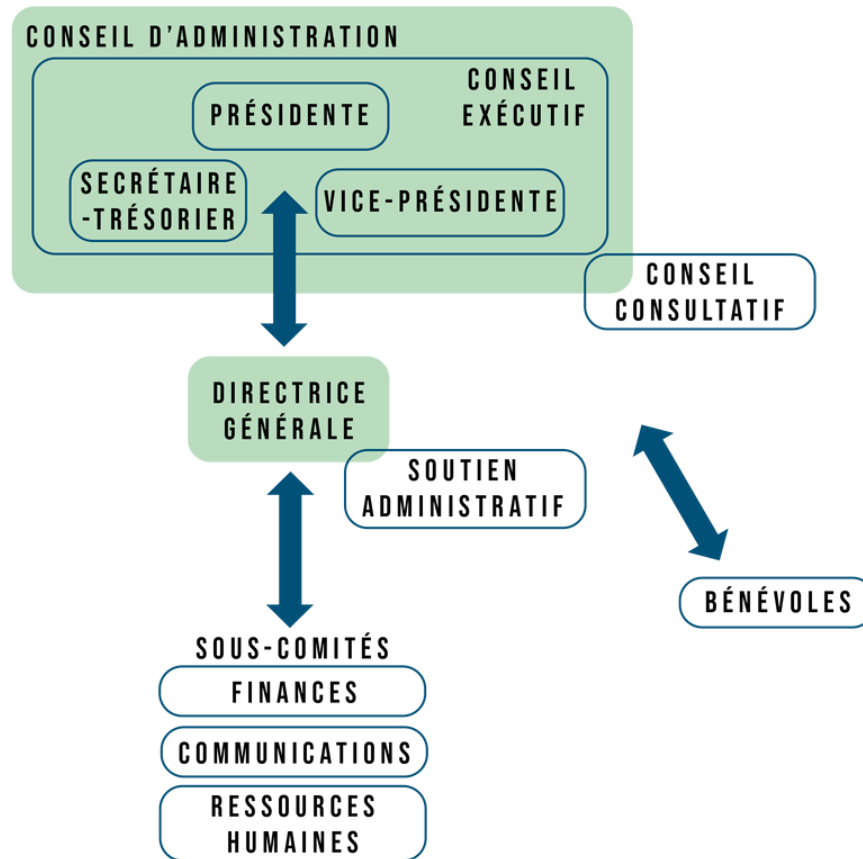
MOYENS D'ACTION

La richesse de la Société de criminologie réside en partie dans la variété et la multiplicité de ses moyens d'action : plateformes permettant aux praticiens et aux gestionnaires d'échanger sur leur expérience et leur pratique quotidienne, outils de diffusion, reconnaissance de l'expertise, débats publics permettant la mise en valeur des avancées ou des enjeux de la justice pénale, consultations auprès des d'experts, de chercheurs, de praticiens, de gestionnaires et des membres de la SCQ, présentation des points de vue des milieux auprès des autorités législatives ou décisionnelles compétentes.

PUBLIC CIBLE

Notre public cible comprend les praticiens et gestionnaires des milieux de la criminologie et de la justice pénale, les étudiants et les futurs professionnels, le milieu de la recherche, et les citoyens intéressés par des questions de justice.

COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se compose de 12 personnes qui se dévouent généreusement et bénévolement. Chacune et chacun contribue à sa manière au bon fonctionnement et au rayonnement de la SCQ. Cette année, le conseil d'administration a tenu huit réunions.



Marion Vacheret (présidente) est professeure à l'école de criminologie de l'UdeM depuis plus de 20 ans. Participer à l'élaboration des activités de la SCQ lui permet d'approfondir sa réflexion sur la justice pénale et de mettre en place des moyens pour développer une meilleure justice pour tous.



Hélène Simon (vice-présidente), retraitée du MSP, est impliquée depuis 20 ans auprès de la SCQ. La mission de l'organisme la rejoint totalement. Pour elle, notre organisation est unique et elle réunit une diversité d'acteurs qui ensemble visent l'excellence.



François Bleau, (secrétaire-trésorier) policier nouvellement retraité après 35 ans de services, est toujours engagé et disponible afin d'apporter nombre d'idées novatrices. Son implication est soutenue dans toutes les activités de la SCQ.



Sandrine Béliveau, est directrice générale adjointe à la modernisation et à la performance correctionnelle. Dynamique, elle est engagée, disponible et très dévouée auprès de la SCQ, dont la mission la rejoint tout particulièrement et ce, depuis plusieurs années.



Anny Bernier, directrice adjointe des poursuites criminelles et pénales au Québec, est responsable des grands mandats organisationnels au sein de la Direction des poursuites criminelles et pénales et s'assure que les thèmes et les sujets proposés lors des activités de la SCQ soient toujours d'actualité.



Thérèse Boucher, est une jeune retraitée auparavant coordonnatrice à la Direction adjointe programme jeunesse-réadaptation adolescents et jeunes contrevenants. Elle s'est engagée de façon indéniable dans tous les projets et les activités de la SCQ.



Arlène Gaudreault, criminologue spécialisée en victimologie, œuvre dans ce domaine depuis plus de 35 ans. Pour elle, la SCQ est un lieu de réflexion sur les enjeux liés à l'accès à la justice, aux droits de justiciables, aux réformes législatives, au développement de nos pratiques.



Lucie Léonard, criminologue et sociologue, milite depuis 30 ans dans le domaine de la prévention et de la sécurité des collectivités. Pour elle, il est important de soutenir la SCQ et de promouvoir ses activités auprès de ses membres, de ses partenaires et de toutes les personnes intéressées aux questions de justice et de sécurité communautaires.



Nancy Poirier, criminologue, travaille pour le Service correctionnel du Canada. Sa participation active à toutes les activités de la SCQ (journées avec les experts, conseil consultatif, congrès biennuel, etc..) apporte toujours une valeur ajoutée aux échanges entre professionnels, collaborateurs et partenaires.



Anne-Ophélie Robillard, coordonnatrice à l'ASRSQ, est très active lors de toutes les activités de la SCQ où elle a joué tour à tour le rôle de présentatrice ou d'animatrice de table ronde lors des Journées avec les experts. Elle considère essentiels la collaboration et l'échange entre tous les partenaires et tous les acteurs pour faire avancer tous les enjeux dans le domaine de la justice pénale au Québec.



Marie-Élaine Tremblay, sexologue et gestionnaire en exécution des programmes dans l'équipe des programmes communautaires à la Direction pour la santé des Premières Nations et des Inuits. Son action bénévole vise toujours à mieux soutenir les initiatives touchant le mieux-être des autochtones en milieu carcéral.



Audrey Turmel, directrice des programmes d'adaptabilité et de justice réparatrice au MJQ, collabore avec la SCQ depuis 2021. Elle se considère privilégiée de pouvoir apporter sa contribution à la diffusion du savoir et au partage de pratiques novatrices entre les acteurs du système de justice pénale.

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Notre directrice générale Virginie Asselin-Maher pilote ce beau navire qu'est la Société de criminologie du Québec. Son entregent et son enthousiasme sont soulignés par nos divers partenaires. Elle a été secondée tout au long de l'année par Jocelyne Rancourt qui a contribué particulièrement à la mise en place de notre politique en matière de protection des renseignements personnels et à la recherche de commandites pour notre congrès.

CONSEIL CONSULTATIF

Les membres du conseil consultatif sont triés sur le volet parmi les partenaires et les collaborateurs de la SCQ. Ils proviennent des différents milieux intéressés par la justice pénale.

En plus d'avoir le privilège de proposer les thèmes des congrès bi-annuels, ils sont appelés à endosser le rôle d'ambassadeurs de la SCQ en diffusant de l'information sur le congrès bi-annuel, en s'impliquant notamment dans l'attribution des prix biennaux et en participant à une réunion annuelle.

BÉNÉVOLES

Voici les étudiant-e-s, professionnel-le-s et retraités qui ont collaboré sur nos projets cette année.

Merci à :



Flavie Archambault, étudiante à la majeure en criminologie de l'Université de Montréal. L'idée d'aider les autres a toujours été au cœur de ses motivations et elle souhaite donner de son temps à une cause qui en a besoin. Les valeurs, la vision et les objectifs de la SCQ coïncident vraiment avec ses convictions. Ses compétences en bureautique et édition de texte nous sont toujours bien utiles.



Louise Bergeron, professeure retraitée du Collège de Maisonneuve. Bénévole depuis quelques mois, elle assure la révision linguistique des textes publiés par la SCQ. C'est à la suggestion d'une amie de réviser des textes pour des organismes bénévoles qu'elle a accepté de se joindre à nous. Elle a choisi de partager une partie de son temps avec des organismes auprès desquels elle peut être utile.



Philippe Boucher, étudiant au doctorat à l'Université Carleton en études juridiques. Ses recherches portent sur l'arrêt de la violence familiale chez les hommes autochtones. Motivé par la mission de la SCQ à rassembler les différents acteurs de la justice pénale, il s'est investi notamment dans le comité organisateur de notre 40e Congrès.



Britany Bousquet, étudiante en travail social. Elle constate que ses valeurs sont en adéquation avec celles de la Société de criminologie du Québec. Par son implication bénévole, elle souhaite acquérir de l'expérience pertinente pour son futur domaine professionnel. Être bénévole lui donne l'opportunité d'aiguiser son sens critique et de se tenir à jour sur les enjeux de justice ainsi que des pratiques.



Emy Blouin, étudiante au baccalauréat en criminologie à l'Université Laval. Elle est passionnée pour son domaine d'études, la criminologie. Faire du bénévolat pour la SCQ lui permet de mettre un pied dans ce monde et d'élargir ses connaissances et son expérience dans ce domaine. Elle est motivée à travailler avec des gens avec qui elle partage les valeurs et les intérêts.



Élodie Cayouette étudiante à la Mineure en Études Autochtones à l'Université de Montréal et intervenante auprès des femmes judiciairisées. Être bénévole à la SCQ lui permet d'enrichir ses connaissances dans un domaine qui la passionne.



Manon Faral, étudiante au doctorat en chimie-physique des matériaux à l'Université de Montréal. Elle s'est impliquée comme bénévole dans plusieurs activités de la SCQ (journée avec les experts et durant le 40e Congrès). Avide de connaissances, la rencontre avec des experts lors de ces activités a stimulé son intérêt pour la criminologie.



Shiva Firouzi, intervenante en soutien communautaire. Elle a été bénévole lors de nos journées avec les experts. Sa motivation? Apprendre plus sur l'humain dans sa vulnérabilité et dans sa force.



Emmanuelle Marois, analyste opérationnelle en renseignements criminels, détient une maîtrise en criminologie. La criminologie la passionne et être de bénévole lui permet de développer son savoir-être et son savoir-faire.

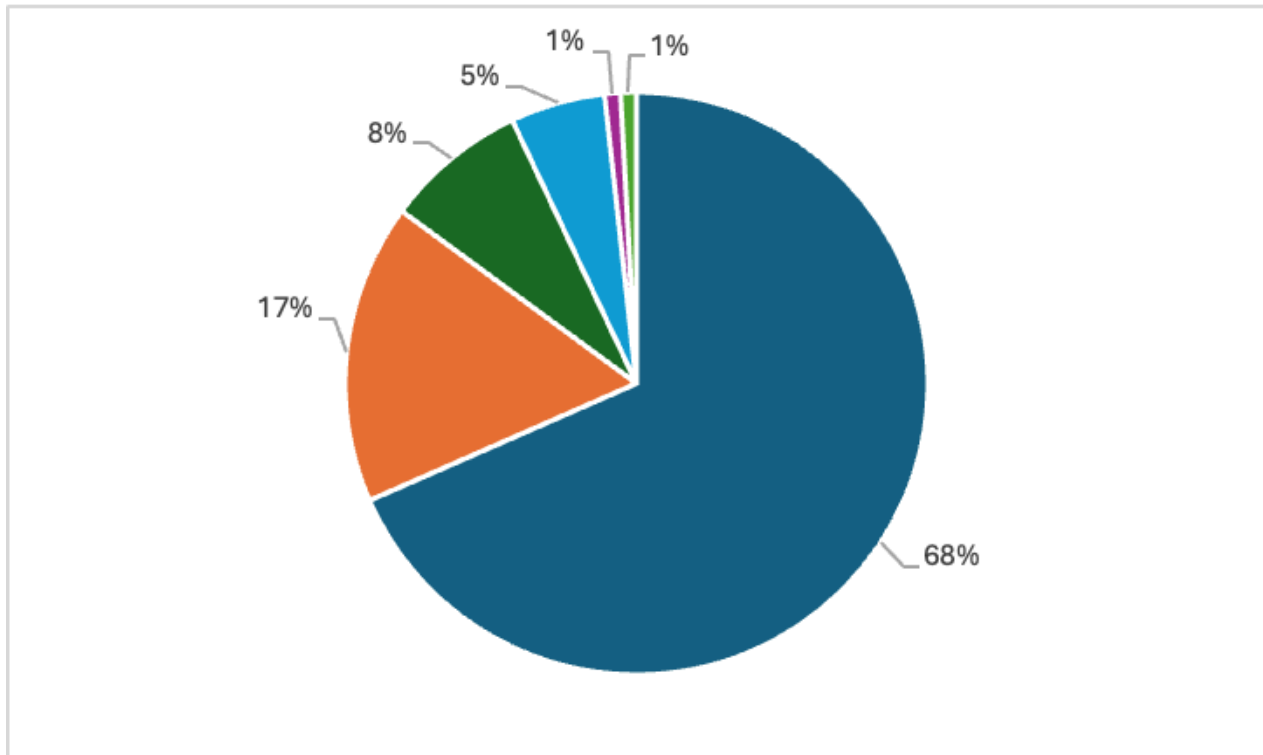


Marie-Lyne Massicotte, technicienne juridique au bureau du DPCP de Laval. Elle est passionnée de droit et de justice criminelle. Elle a participé comme bénévole à plusieurs de nos activités (Journée avec les experts, notre 40e Congrès, rédaction de texte, etc.)

Depuis février, nous avons eu la collaboration de 15 étudiants sous la supervision de M. Abdellah El Mzem, chargé de cours en relations publiques à la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal. Répartis en quatre équipes, ils ont eu le mandat de présenter un plan de communication afin de répondre aux besoins de la Société de criminologie du Québec. Le résultat de leur travail a été présenté lors de leur dernier cours le 24 avril 2024.

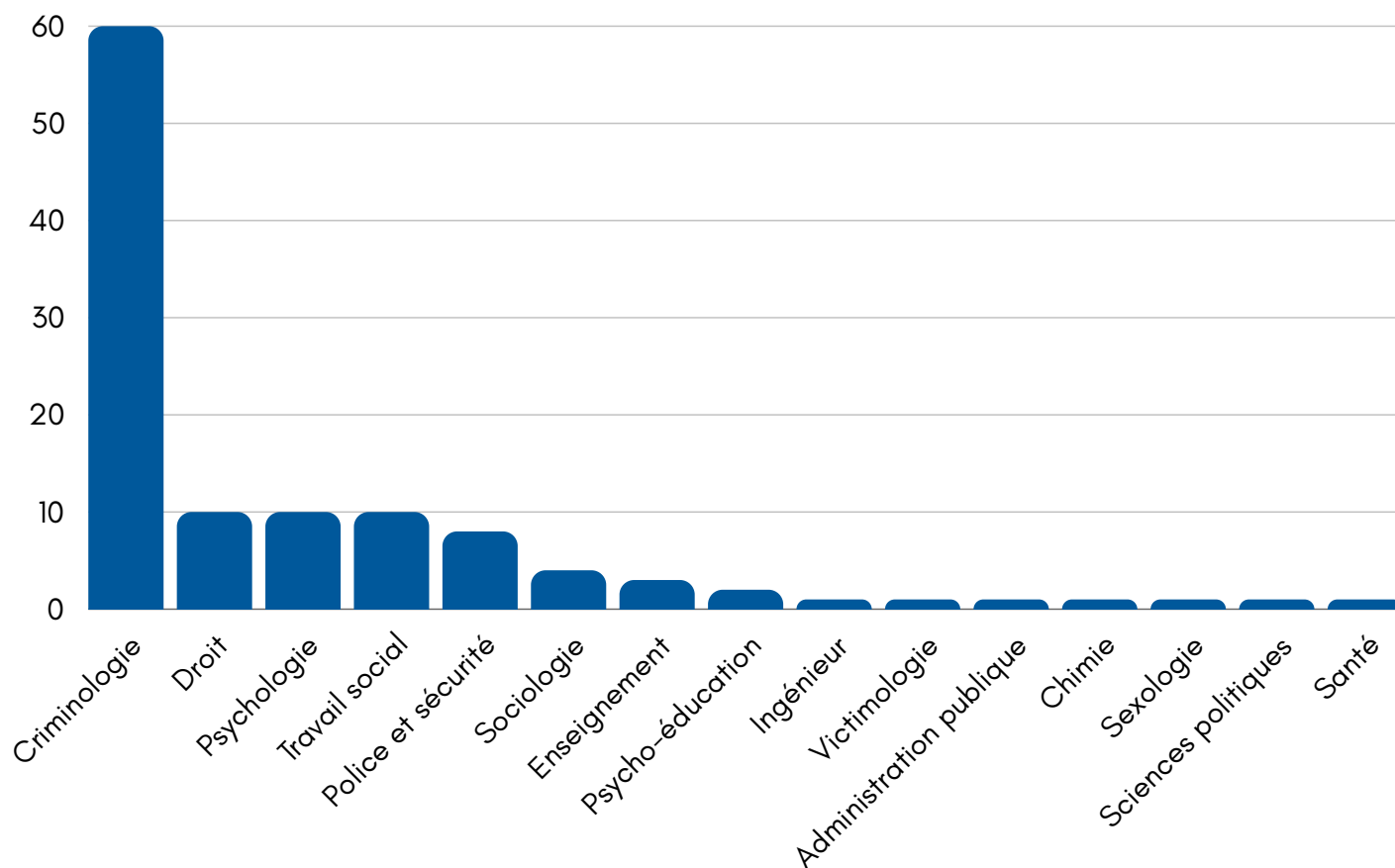
RÉPARTITION DES MEMBRES

114 membres actifs



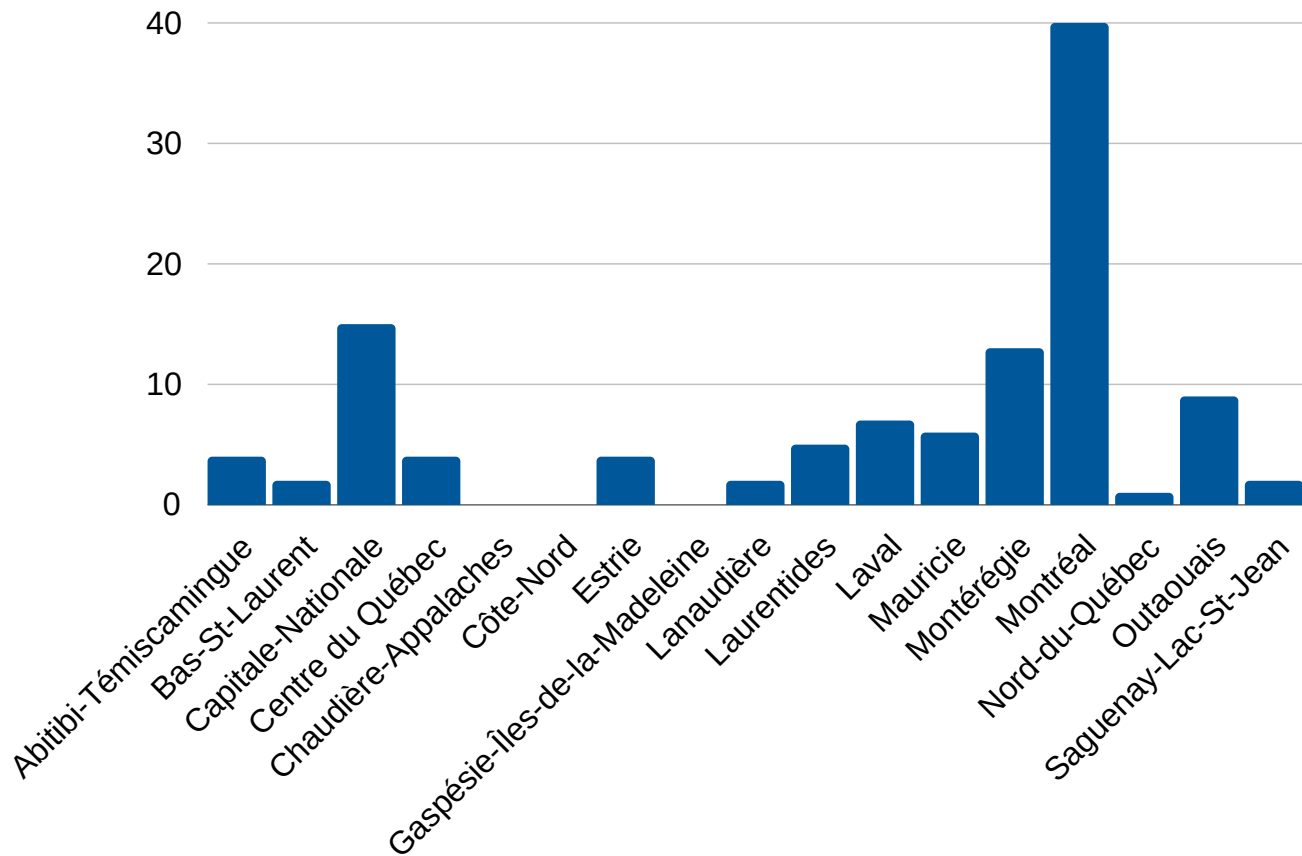
Répartition des membres	#
Member régulier	78
Member étudiant	19
Adhésion corporative	9
Member retraité	6
Member bienfaiteur-individuel	1
Member bienfaiteur-organisationnel	1
Total	114

FONCTIONS/DOMAINES DES MEMBRES



Fonctions / domaines des membres	#
Criminologie	60
Droit	10
Psychologie	10
Travail social	10
Police et sécurité	8
Sociologie	4
Enseignement	3
Psycho-éducation	2
Ingénieur	1
Victimologie	1
Administration publique	1
Chimie	1
Sexologie	1
Sciences politiques	1
Santé	1
Total	114

RÉGIONS ADMINISTRATIVES DES MEMBRES



Régions administratives	#
Abitibi-Témiscamingue	4
Bas-St-Laurent	2
Capitale-Nationale	15
Centre du Québec	4
Chaudière-Appalaches	0
Côte-Nord	0
Estrie	4
Gaspésie-îles-de-la-Madeleine	0
Lanaudière	2
Laurentides	5
Laval	7
Mauricie	6
Montérégie	13
Montréal	40
Nord-du-Québec	1
Outaouais	9
Saguenay-Lac-St-Jean	2
Total	114

TRAVAUX DE GOUVERNANCE EFFECTUÉ DE 2023-2024

Dans le but de maintenir de bonnes pratiques de gestion, nous avons adopté notamment des politiques relatives à l'éthique et aux conflits d'intérêts, au remboursement des dépenses et à la protection des renseignements personnels (loi 25).

Cette année, des réflexions entre les membres du conseil d'administration ont entraîné la modification de certaines façons de faire et la mise en place de trois comités de travail : ressources humaines, finances et communications. Le mandat de chacun a été défini et approuvé de même que son plan d'action annuel. Les membres du conseil exécutif se sont également réunis plusieurs fois au cours de l'année.

L'implication des membres du conseil d'administration a été encore plus intense afin de soutenir la directrice générale dans la réalisation de ses nombreux mandats. La précarité financière demeure une préoccupation (ou un défi) constant(e).

LES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Cinq types d'activités sont organisées par la Société de criminologie du Québec

1. Le Congrès biennal qui s'est tenu cette année sur le thème de la Justice virtuelle grâce notamment au merveilleux comité organisateur. Nous y avons également remis nos prix biennaux;
2. La Journée avec les experts;
3. Les Rendez-vous de la Société;
4. Quand la recherche rejoint la pratique;
5. Des activités sur mesure.

CONGRÈS BIANNUEL

Activité de réseautage reconnue dans les milieux de justice pénale, regroupant des conférenciers de renom et offrant plusieurs ateliers sur des thématiques diverses sur une période de quelques jours, à la suite d'un appel de communications. La Société est ouverte à une organisation conjointe avec un autre organisme.

LE CONGRÈS 2023

Après quatre années d'absence, la Société de criminologie du Québec a tenu, à Victoriaville, du 4 au 6 octobre 2023, son 40^{ème} congrès ayant pour thématique Virage virtuel : les nouvelles pratiques de la justice.

Justice virtuelle: apports, limites et enjeux

La justice virtuelle propose une alternative à celle où il faut se présenter en personne. Les technologies, si elles permettent une justice plus efficace et plus accessible, posent toutefois des défis, notamment à propos de la communication non verbale, qui peut affecter l'issue d'un procès et, ultimement, la confiance du public à l'égard du système judiciaire.



Jour 1

La première journée s'est ouverte avec une allocution enregistrée de Me Jolin-Barette, Ministre de la justice du Québec et deux conférences plénières sur la justice virtuelle au quotidien. M. Vincent Denault a ainsi partagé avec nous ses connaissances de la littérature scientifique et ses travaux de recherche sur la communication non verbale et sur l'évaluation de la crédibilité des témoins afin de mieux comprendre les défis des procès à distance. Pour sa part, le juge Stéphane Godri a fait un bref survol de l'utilisation de la technologie numérique au Tribunal. Il en a exposé autant les avantages que les inconvénients en utilisant des exemples de cas vécus. Il a traité également des limites imposées à cet égard par le Code Criminel.

Les ateliers de cette première journée ont traité des sujets suivants :

- Pratiques et technologies dans le soutien aux victimes;
- Pratiques de justice alternative: le pari de la collaboration;
- Jeunes et justice : évolution des pratiques;
- Impact des nouvelles pratiques sur la formation et le soutien des acteurs de justice.

Jour 2

La deuxième journée a permis une réflexion sur l'apport des technologies à l'administration de la justice.

M. Richard Laurin et Me Vincent Martinbeault nous ont présenté un bref historique des projets de transformation du DPCP et fait un survol des travaux et des solutions mises en œuvre ainsi que des enjeux à venir du projet Geste. Le MSP nous a de son côté offert en primeur une vidéo présentant les nombreux visio services en milieu correctionnel. Ce court-métrage a permis aux participants de saisir la réalité correctionnelle et de voir que les visio services en milieu carcéral sont diversifiés et fournissent un soutien aux acteurs de la justice. En rendant accessibles les services spécialisés pour les



Monsieur Abdellah El Mzem, membre du comité organisateur du congrès 2023 de la SCQ et conseiller expert de la directrice générale, Sureté du Québec, madame Hélène Simon, vice-présidente du conseil d'administration de la SCQ à titre de représentante de la communauté, madame Johanne Beausoleil, directrice générale de la Sûreté du Québec, madame Marion Vacheret, présidente du conseil d'administration de la SCQ et professeure à l'École de criminologie de l'Université de Montréal et Mme Virginie Asselin Maher, directrice générale de la SCQ.



Conférence ayant pour thématique Les technologies dans l'administration de la justice. Dans le cadre de leur exposé, monsieur Richard Laurin et Maître Vincent Martinbeault ont présenté un bref historique des projets de transformation du DPCP, un survol des travaux et des solutions mises en œuvre ainsi que des enjeux à venir.

clientèles vulnérables, ils contribuent à la réinsertion sociale par le maintien des liens avec le réseau social et l'accès à des organismes externes. Par la suite, le Dr Ivan Zinger, enquêteur correctionnel du Canada et Madame Johanne Beausoleil, directrice générale de la Sûreté du Québec, ont partagé leurs préoccupations dans le cadre de réflexions sur la présence des technologies dans le milieu de la justice, et des vulnérabilités sur l'évolution et la modernisation des pratiques. Le premier a mis l'accent sur des besoins multiples et complexes rencontrés par les populations prises en charge. La deuxième a mis en valeur l'engagement des professionnels dans les meilleures pratiques.

La journée s'est terminée sur une table ronde de journalistes et spécialistes des médias. M. Abdellah El Mzem, conseiller expert de la directrice générale, cadre-expert en gouvernance à la Sûreté du Québec et chargé de cours à l'Université de Montréal en relations publiques, a animé avec brio la table ronde. M. Pierre Gince, président-fondateur de Mesure Média, M. Jean-François Dumas, président-fondateur d'Influence Communication et M. Yves Boisvert, journaliste chroniqueur à La Presse, ont discuté entre autres de l'influence des médias sociaux sur la confiance des citoyens, notamment dans les affaires judiciaires au Québec. Des réflexions enrichissantes, des discussions animées et des points de vue diversifiés ont été au rendez-vous.

Les ateliers de cette deuxième journée ont traité des sujets suivants :

- Évolution des pratiques en matière de violence sexuelle et conjugale;
- Interventions auprès des Premières Nations;
- Les caméras corporelles au service de la justice;
- Stratégies collaboratives entre les services en dépendances et les services correctionnels;
- Communications, expériences et engagement : l'influence des perceptions dans la représentation de la justice.

Jour 3

Les réponses aux situations de vulnérabilité ont été approfondies durant cette dernière journée du congrès. Mme Michèle Audette, sénatrice du Canada, leader autochtone reconnue et Mme Karine Gentelet, professeure agrégée au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais, nous ont entretenus sur l'usage des technologies numériques et de l'intelligence artificielle pour améliorer la justice sociale et la reconnaissance des droits, notamment ceux des Peuples autochtones.

Les ateliers de la troisième journée ont traité des sujets suivants :

- Accompagnements à la Cour;
- Approches innovantes en milieu carcéral;
- Partenariats socio-judiciaires et justice des mineurs;
- Interventions et retour en communauté;
- Erreurs judiciaires, confiance du public et média;
- Quand punir ne pas (vidéo).



Monsieur Ivan Zinger, enquêteur correctionnel, et madame Johanne Beausoleil, directrice générale de la Sûreté du Québec. La thématique de la présentation de monsieur Zinger et madame Beausoleil était Les technologies dans la justice et vulnérabilités, évolution et modernisation des pratiques. Madame Nancy Poirier, criminologue et directrice exécutive, Services de Santé, Service correctionnel du Canada présentait les conférenciers.



Mme Orianne Demuyser et Mme Geneviève Trépanier du Ministère de la Sécurité publique ont proposé une incursion dans le milieu correctionnel avec les visioservices.

MEMBRES DU COMITÉ ORGANISATEUR

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC

- Mme Virginie Asselin Maher, directrice générale
- Mme Jocelyne Rancourt, adjointe à la directrice générale
- Mme Hélène Simon, vice-présidente

MILIEU DE LA JUSTICE

- Me Marie-Pier Boulet, présidente de l'Association québécoise des avocats de la défense
- Me Anny Bernier, directrice adjointe des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

MILIEU DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

- Mme Lucie Léonard, directrice, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités
- Mme Nancy Poirier, enquêtrice Nationale, Division des enquêtes sur les incidents, Service Correctionnel du Canada
- Mme Stéphanie Fradette, conseillère, Direction des programmes, Direction générale des Services correctionnels
- Mme Christine Desjardins, conseillère en recherche, Direction générale adjointe de la modernisation et de la performance correctionnelle, direction générale des Services correctionnels

MILIEU POLICIER

- Monsieur Abdellah El Mzem, Conseiller expert de la directrice générale, cadre expert en gouvernance, responsable en management du risque, Sûreté du Québec

MILIEU UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE

- Mme Marion Vacheret, présidente de la Société de criminologie du Québec, professeure titulaire, École de criminologie de l'Université de Montréal, chercheure pour le Centre de Recherche en Droit Public (CRDP), Université de Montréal
- Mme Amélie Couvrette, professeure agrégée, responsable du Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en criminologie clinique, Département de psychoéducation et de psychologie, Université du Québec en Outaouais
- Mme Denise Michelle Brend, PhD, professeure adjointe, École de travail social et de criminologie, Université Laval
- M. Philippe Boucher, étudiant, École de criminologie de l'Université de Montréal
- Mme Emma Bêty, étudiante, Université Laval, Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes

MILIEU COMMUNAUTAIRE

- Mme Anne-Ophélie Robillard, coordonnatrice, Association des services de réhabilitation sociale du Québec
- M. Pierre Laîné, directeur adjoint, coordonnateur Services d'accompagnement, Services parajudiciaires autochtones du Québec

Ce Congrès a été rendu possible grâce au soutien financier du Ministère de la Sécurité publique du Québec, du Ministère de la Justice du Québec, du Ministère de la Condition féminine du Québec, de Destination Victoriaville, de Desjardins (Caisse de l'Administration et des Services publics), du Barreau du Québec, de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) et d'Yvon Blais.



Sécurité publique
Québec

Secrétariat à la condition féminine
Québec

Justice
Québec

Barreau
du Québec

Destination Victoriaville
Fonds dédiés aux congrès et événements

PRIX BIENNAUX

La Société de criminologie du Québec attribue, à chacun de ses congrès, des distinctions honorifiques destinées à souligner la contribution exceptionnelle de certaines personnalités ou organismes reliés au domaine de la justice pénale. Ces prix visent à favoriser le maintien d'une tradition d'excellence dans le domaine de la recherche et de l'intervention et à stimuler les initiatives novatrices.

PRIX BECCARIA



Le prix Beccaria qui distingue un chercheur ou une équipe de recherche dont l'apport à la criminologie et les alternatives ont été remarqués aussi bien dans le domaine de la recherche fondamentale ou théorique que dans celui de la recherche appliquée, opérationnelle ou évaluative a été décerné à **l'Équipe de recherche en partenariat RÉ(SO) 16-35** représenté par madame Nathacha Brunelle, directrice scientifique et monsieur Daniel Bellemare, directeur communautaire.

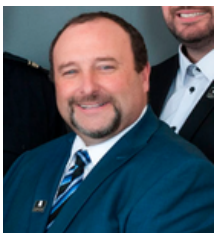
Le projet de recherche RÉ(SO) 16-35 s'est démarqué par la multidisciplinarité des acteurs impliqués ce qui favorise les échanges, les réflexions et par conséquent, les actions innovantes qui découlent des résultats de recherche. Il fut aussi souligné que la structure bicéphale du projet, par le jumelage des professionnels du milieu de l'intervention avec ceux du domaine de la recherche favorise la compréhension du phénomène du désistement chez les jeunes délinquants âgés de 16 à 35 ans.

PRIX NOËL-MAILLOUX



Le prix Noël-Mailloux souligne les actions méritoires d'un praticien du domaine de la justice pénale et de la criminologie qui s'est distingué dans son milieu quel que soit son secteur de travail (judiciaire, correctionnel, social, communautaire ou autre) a été décerné à **madame Alexandrine Chevrel, psychologue au Service correctionnel du Canada**. Elle a principalement travaillé avec une clientèle ayant commis des délits sexuels, et a été à la tête du programme La Clinique La Macaza. Ce programme se distingue par ses composantes de traitement uniques et innovatrices et est connu de différentes instances du système de justice de la province. De plus, les retombées de cette initiative, en plus de contribuer à la réhabilitation d'une clientèle complexe, auraient permis à plusieurs universitaires d'étudier différents aspects du phénomène complexe de la délinquance sexuelle.

PRIX HOMMAGE



Le prix Hommage souligne les réalisations passées d'une personnalité du monde de la criminologie et de la justice pénale dont la contribution, tout au long de sa carrière, constitue un apport majeur à la science ou à l'intervention, dans quelque spécialité que ce soit. Il a été décerné à **Maître Marc Forgues, procureur chef adjoint - Bureau des affaires de la jeunesse, directeur des poursuites criminelles et pénales** et initiateur du programme Sexto qui utilise une approche bienveillante pour favoriser chez les jeunes la sensibilisation au phénomène du sextage (intimidation et violence) et aux conséquences auxquelles ils s'exposent et exposent leurs victimes.

PRIX COUP DE COEUR



Le prix Coup de cœur qui vise à reconnaître les réalisations, l'implication et le dévouement d'une personne ou d'un organisme d'un milieu autre que celui de la criminologie dans l'avancement de la justice pénale a été remis à **La rue des Femmes représentée par sa fondatrice madame Léonie Couture**. Cet organisme a mis en place un projet-phare, en collaboration avec l'Université de Montréal, soit la création de l'Institut de santé relationnelle. Il s'agit d'un projet novateur car au Canada, c'est le tout premier centre de recherche et de développement en santé relationnelle et de soins curatifs et préventifs destinés aux femmes en état d'itinérance. Le but de ce projet est de mieux comprendre ces femmes et de les soigner afin de prévenir les situations d'itinérance.

Toutes nos félicitations à ces récipiendaires.

JOURNÉE AVEC LES EXPERTS

Activité regroupant des experts représentant différents milieux, sur une thématique précise en lien avec l'actualité. Cette activité est offerte en bimodal, soit en présence et virtuellement.

Le 24 janvier, nous avons réuni plusieurs participants sous le thème « Itinérance : les meilleures pratiques ».

Lors de la Journée avec les experts, la Société de criminologie du Québec a choisi de mettre en lumière les enjeux actuels ainsi que les bonnes pratiques associées à l'itinérance en donnant la parole à différents acteurs de la chaîne pénale et sociale. En ce début de l'année 2024, les nombreux membres des organismes présents ont indiqué le taux d'occupation de la majorité des refuges et des endroits d'hébergement dépassait les 90%. Ils constatent que la situation d'itinérance est en augmentation à travers la province québécoise, d'où l'importance de prendre le temps de réfléchir ensemble sur la situation.

Inscription obligatoire : societecrimino.qc.ca

FORMULE HYBRIDE
Places en personne limitées

JOURNÉE AVEC LES EXPERTS

ITINÉRANCE :
LES MEILLEURES PRATIQUES

PARMI NOS INVITÉS :

Me Nadine Mailloux
Ombudsman de Montréal

M. Ian Lafrenière
Ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuits

Mme. Céline Bellot
Professeure titulaire, École de travail social de l'UdeM

Table ronde sur la Judiciarisation

Avec la participation de la Clinique Droits Devant et la Clinique juridique itinérante ainsi que des présentations des organismes La Rue des femmes, Le foyer pour femmes autochtones de Montréal, Toit-d'abord et d'autres invités.

24 JANVIER 2024

8 H 30 À 17 H

CENTRE ST-PIERRE
1212 rue Panet, Montréal
Salle Marcel Pélipin

IAN LAFRENIÈRE, ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuits a ouvert la rencontre.

CÉLINE BELLOT, professeure à l'École de travail social de l'Université de Montréal et directrice de l'Observatoire des profilages, elle a siégé sur différents comités en itinérance, dont le comité consultatif sur la politique en itinérance. Elle siège actuellement sur le comité interministériel en itinérance. Elle a fait état des différents enjeux de la judiciarisation de l'itinérance et a présenté des données de différentes villes québécoises en regard des remises de constats d'infraction aux personnes en situation d'itinérance.

Me NADINE MAILLOUX est Ombudsman de la Ville de Montréal, présidente du Forum canadien des ombudsmans (FCO) et membre du conseil d'administration de l'Institut international de l'ombudsman (IOI) où elle siège au Comité de relations avec l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle exerce le rôle d'ombudsman depuis 23 ans dont 13 ans dans le réseau de la santé montréalais et 7 ans à la ville de Laval après avoir été nommée par la Commission municipale du Québec. Me Mailloux a présenté les résultats de son rapport d'enquête et de recommandations soumis en mai 2022, Ne pas détourner le regard, qui fait état des enjeux humanitaires vécus par les Autochtones et les Inuits vivant dans la métropole.

ANNE-OPHÉLIE ROBILLARD, coordonnatrice de l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec, est administratrice de la Société de criminologie du Québec et membre du conseil d'administration de la Maison Marguerite. Elle a animé la table-ronde qui abordait les meilleures pratiques en itinérance et réfléchissait aux alternatives à la judiciarisation.

Les personnes invitées à la table ronde étaient :

SOPHIE SÉNÉCAL, directrice de la Clinique Droits Devant, un organisme communautaire qui accompagne les personnes en situation d'itinérance, défend leurs droits et régularise leur dossier judiciaire.

Me DONALD TREMBLAY, fondateur de la Clinique juridique itinérante (CJI) dont la mission est de promouvoir l'accès à la justice des personnes vivant en situation d'itinérance qui se retrouvent souvent désemparées devant la complexité de l'administration de la justice. L'originalité du travail de la CJI réside dans le fait que ses 50 bénévoles, des étudiant-e-s en droit, se déplacent à Montréal et à Québec, sur une base mensuelle, pour rencontrer différents organismes communautaires oeuvrant en itinérance.

NICOLAS SPALLANZANI-SARRASIN, candidat au doctorat à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Ses travaux portent sur la judiciarisation des personnes marginalisées ainsi que sur les pratiques des acteur.rice.s sociaux-judiciaires (intervenant.e.s, avocat.e.s, etc.). Appuyé par des données provenant d'entretiens semi-dirigés réalisés auprès d'avocat.e.s de la défense criminelle et pénale (N=41) œuvrant dans la région du Grand Montréal, son mémoire de maîtrise explore les enjeux vécus par les avocat.e.s lorsqu'ils sont appelés à représenter des personnes en situation d'itinérance.

Toutes ces personnes ont souligné la nécessité de modifier les lois qui ciblent disproportionnellement les personnes en situation d'itinérance, d'investir dans le soutien communautaire et d'offrir les outils nécessaires aux professionnel.le.s du droit afin de dégager des alternatives à la judiciarisation.

En après-midi, quatre présentations ont illustré de bonnes pratiques.

LÉONIE COUTURE, est fondatrice de La rue des Femmes, organisme à but non lucratif fondé en 1994, qui se voue aux soins, à la recherche, à l'enseignement, à la prévention, à la réadaptation, ainsi qu'à la promotion de la santé relationnelle. Elle a souligné que la santé relationnelle des femmes concernées et la relations de confiance entre les diverses personnes impliquées dans le rétablissement constituent des aspects fondamentaux de l'intervention. La finalité des interventions demeure centrée sur le sentiment de sécurité à développer chez ces femmes pour leur permettre un prompt rétablissement.

CATHERINE PELLETIER, directrice de Toit-d'abord, organisme qui a vu le jour en 2010 et qui offre des appartements meublés à prix abordables ainsi qu'un service de soutien/d'accompagnement pour toute personne bénéficiant d'une remise en liberté d'un terme fédéral. Elle a présenté la mission de l'organisme qui est de faire vivre une expérience qui se rapproche le plus possible de la « vraie vie seul » en appartement.

GABRIELLA PELLETIER, est coordonnatrice clinique au Refuge pour femmes autochtones de Montréal. Cet organisme, qui a été créé en 1987, fournit un refuge sûr aux femmes des Premières Nations, inuites et métisses, et à leurs enfants, en offrant du soutien et des services de première ligne pour promouvoir l'autonomie et l'indépendance.

JOANNE MATTE, commandante, cheffe de la Section du métro, KRISZTINA BALOGH, commandante, coordonnatrice itinérance et LAURENT DYKEL, conseiller stratégique mandataire dossier itinérance et LGBTQ2+, ont présenté les stratégies et les innovations du Service de police de Montréal (SPVM) en matière d'itinérance dans le métro de Montréal.

Au terme de cette journée, les témoignages poignants de personnes ayant elles-mêmes connu auparavant un état d'itinérance n'ont laissé personne indifférent. Sans nul doute, la réalité de ces personnes mérite une attention particulière et un regard empreint d'humanité. Elles ont besoin de bienveillance, d'outils et surtout d'être écoutées et entendues.

LES RENDEZ-VOUS DE LA SOCIÉTÉ

Activité annuelle offerte gratuitement, organisée en partenariat avec les milieux universitaires sur une base régionale.

- L'Université de Montréal (UdeM) (École de criminologie)
- L'Université Laval à Québec (UL) (Département de service social et de criminologie)
- L'Université du Québec en Outaouais (UQO) (Département de psychologie et de psychoéducation)



Grâce à notre entente avec le département de psychoéducation et de psychologie de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), nous avons tenu notre premier Rendez-vous de la Société de criminologie du Québec le 9 novembre 2023 sur le thème de la justice réparatrice.

Catherine Rossi, professeure titulaire à l'École de travail social et de criminologie à l'UQO, nous a tracé un portrait actuel de la justice réparatrice.

Rosalie Katata, directrice clinique au Centre Elizabeth Fry, nous a présenté son organisme et les services qu'il offre.

Sarah Bureau, nous a offert un touchant témoignage sur son expérience personnelle en tant que victime ayant eu recours à la justice réparatrice.

L'activité s'est poursuivie avec une soirée de réseautage afin de poursuivre nos échanges et nos réflexions sur la thématique de la justice réparatrice.



Un autre rendez-vous avec la Société s'est tenu le 5 décembre 2023, au théâtre Outremont, avec le visionnement d'Ados et Armés en collaboration avec la Chaire de recherche sur la prévention des violences armées, le Centre international de criminologie comparée (CICC), l'Institut universitaire Jeunes en difficulté (IUJD) et l'École de criminologie d'Université de Montréal.

Compte tenu des événements entourant la grève à l'Université Laval, nous n'y avons pas tenu de Rendez-vous de la Société cette année.

QUAND LA RECHERCHE RENCONTRE LA PRATIQUE

Événement qui vise à vulgariser la recherche auprès des intervenants, des gestionnaires et des décideurs.



Table ronde:
Quand la recherche rejoint la pratique

La réinsertion sociale autrement...

Echanges entre des acteurs non conventionnels qui participent activement à la réinsertion sociale des personnes judiciairisées

Nos invités...

Sean Gardner, aumônier bouddhiste en milieu carcéral
Dr. Robert, médecin communautaire spécialiste en microbiologie infectieuse
Luc Beauchesne et Émilie Gagnon, enseignants en milieu carcéral
Employeur (à confirmer)

LE 24 MAI 2023
DE 11H30 À 13H30
À L'UDERM SALLE C-2059
PAVILLON LIONEL GROULX
EN PRÉSENCE OU EN ZOOM

Inscription gratuite et obligatoire : societecrimino.qc.ca

Nous avons des ententes avec deux chaires de recherche ainsi qu'avec un programme de recherche.

Les voici :

- Le programme de recherche en partenariat (RE)SO 16-35, co-dirigé par Mme Natacha Brunelle (directrice scientifique), professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières et M. Daniel Bellemare (directeur communautaire).
- La Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes (Université Laval), qui vise à développer la recherche sur la question de la réinsertion sociale autour de trois grands axes et niveaux d'analyse : les politiques, les pratiques et les expériences pénales.
- La Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison (Collège Marie-Victorin).

La Société de criminologie du Québec en collaboration avec la Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes a organisé une table-ronde sous le thème de « La réinsertion sociale... autrement » le 24 mai 2023.

L'objectif était de faire connaître différents acteurs non-conventionnels qui contribuent à la réinsertion sociale des personnes judiciairisées.

Il existe plusieurs personnes qui gravitent autour des personnes judiciairisées et qui ont un impact positif sur la réinsertion sociale de ceux-ci. Le milieu de travail de quelques-unes de ces personnes est l'établissement détention. Nous avons réuni quatre de celles-ci :

Sean Gardner, aumônier bouddhiste en milieu carcéral

Dr. Robert, médecin communautaire spécialiste en microbiologie infectieuse

Luc Beauchesne et Émilie Gagnon, enseignants en milieu carcéral

Ces intervenants nous ont fait part de leur parcours professionnel, de leur motivation à desservir une clientèle marginalisée et des défis auxquels ils sont confrontés. Ces discussions ont été enrichissantes, intéressantes et des plus pertinentes.

LES ACTIVITÉS SUR MESURE

Activité conçue sur mesure en fonction des besoins d'un demandeur. Ces activités peuvent prendre diverses formes comme un forum d'échanges, une table de concertation, une consultation, une formation, un séminaire, etc. Nous trouvons la formule et les experts qui sont les plus à même de répondre aux demandes.

Nous prévoyons mettre en place certaines activités sur mesure au cours de l'année prochaine.

PARTENARIAT

La Société de criminologie du Québec a poursuivi son implication auprès du programme de recherche RÉ(SO) 18-35, de la Chaire de recherche sur la réinsertion sociale des personnes contrevenantes et de la Chaire UNESCO de recherche appliquée sur l'éducation en prison. Des démarches exploratoires ont été entreprises auprès du Collège de Maisonneuve.

VISIBILITÉ ET COMMUNICATIONS

Cette année encore, notre organisation a accru son rayonnement auprès des divers acteurs intéressés à la justice pénale. En sus de nos réseaux sociaux et de notre Infolettre Le Carrefour, nous avons bénéficié du soutien d'organisations pour la diffusion de nos activités.

Nous tenons à remercier le Centre international de criminologie comparé (CICC), l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV), l'Association des services de réinsertion sociale du Québec (ASRSQ) et l'Ordre professionnel des criminologues du Québec (OPCQ) qui relaient gracieusement l'information sur nos activités auprès de leurs réseaux respectifs.

Le Carrefour est le nom de notre Infolettre réservée aux membres de la SCQ. C'est un rendez-vous régulier pour être tenu informé sur la justice pénale, sur les dernières recherches, sur les formations et les événements à ne pas manquer de même que sur les récentes nouvelles de la Société de criminologie du Québec.

Ses rubriques sont :

1. Votre Société vous informe : dans cette rubrique on retrouve l'information incitant les membres à consulter notre site web, à donner des nouvelles du travail du conseil d'administration, de la gouvernance.
2. Actualités : dans cette rubrique, on retrouve de l'information sur des sujets d'actualité traités par les médias, une revue de presse, des informations sur les journées, les semaines et les mois thématiques. C'est également ici qu'on traite des sujets reliés aux thématiques de nos activités (Journée avec les experts notamment).
3. C'est légal : dans cette rubrique, on retrouve de l'information sur les projets de lois, sur la jurisprudence, sur des questions et des réponses juridiques, etc.
4. Euréka! : cette rubrique présente des publications écrites et audiovisuelles dont les mémoires universitaires, et les recherches en cours.
5. Le coin des membres : dans cette rubrique, on retrouve un espace dédié aux articles des membres ou sur eux, des comptes-rendus d'entrevues ainsi que la présentation des membres corporatifs.
6. À votre agenda : Dans cette rubrique, on retrouve les annonces d'événements à venir.

Cette année, nous avons publié deux numéros (décembre 2023 et mars 2024), mis en place un comité de rédaction composé de bénévoles et de la directrice générale et statué sur une planification des activités selon les dates de tombée et de publication.

Nous avons aussi souligné certaines journées, semaines et mois thématiques :

- En novembre, sur notre site Facebook, nous avons souligné la Semaine de la prévention de la criminalité qui s'est tenue du 5 au 11 novembre.
- À l'occasion de la Semaine des enseignants et enseignantes qui s'est tenue du 4 au 11 février, la Société de criminologie du Québec a choisi de faire rayonner le travail de nos partenaires qui enseignent au collégial en techniques policières et en techniques d'intervention en criminologie avec une entrevue avec Nina Admo du Collège de Maisonneuve.
- En février, nous avons souligné sur notre site Facebook le mois de l'histoire des noirs.
- Pour le mois de mars, mois de la prévention de la fraude, nous avons bénéficié de la collaboration de M. Akim Laniel-Lanan, directeur des opérations et co-fondateur de la Clinique de cyber-criminologie, qui a rédigé un article dans notre Infolettre, Le Carrefour. Il y présentait son organisation dont le but est de mieux répondre aux besoins des victimes de cyberfraude. Une publication Facebook a permis de diffuser l'information de la Clinique sur un guide servant à soutenir un proche victime de fraude amoureuse.

Nous avons également amélioré la visibilité de nos membres corporatifs dans nos publications sur Facebook ainsi que dans Le Carrefour.

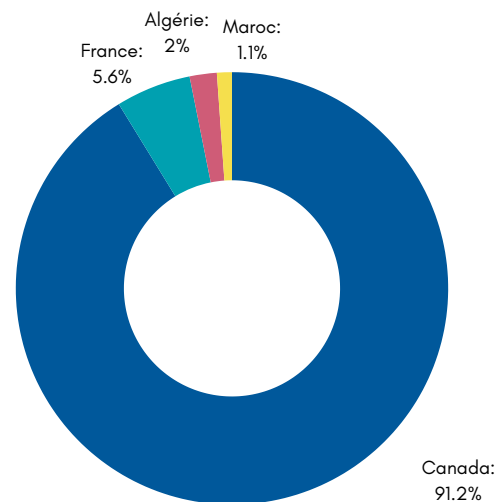
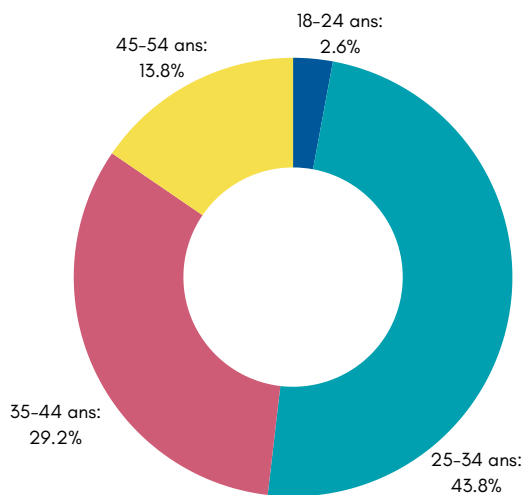
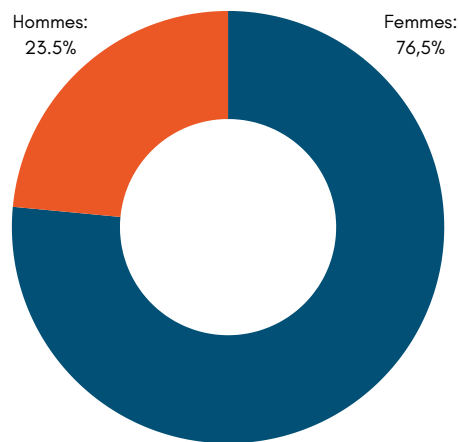
Cette année, c'est Mme Arlène Gaudreault qui a représenté la Société de criminologie du Québec sur le jury mis en place par le Ministère de la Sécurité publique du Québec afin de désigner le récipiendaire du Prix du Ministre de la Sécurité publique lors de notre congrès biennuel. Dans le cadre du congrès biennuel de la Société de criminologie du Québec, c'est madame Romy Otaeyek qui a reçu le Prix du Ministre de la Sécurité publique pour son mémoire de maîtrise sur les bibliothèques dans les prisons du Québec.

La fonte des glaces

La Société de criminologie du Québec s'est associée aux responsables du lancement du film La fonte des glaces, en salle, le 22 mars 2024. Ce film, qui met en vedette Christine Beaulieu, Lothaire Bluteau et Marc Béland, propose un regard unique et sensible sur la réhabilitation sociale et la justice réparatrice. Nous avons permis à deux personnes gagnantes du concours d'obtenir une paire de billets pour y assister gratuitement.

ABONNÉS FACEBOOK

Nombre d'abonnés (followers) en date du 31 mars 2024: 7065



TRAVAUX À VENIR

- Compte tenu des résultats des sondages de satisfaction mené lors du congrès d'octobre dernier et des commentaires reçus à la suite de nos activités annuelles, nous allons poursuivre celles-ci.
- Nous avons entamé des travaux sur les besoins financiers de la Société de criminologie en vue des demandes de subventions et de soutien. À la suite des propositions des étudiants bénévoles en relations publiques, nous allons mettre en place un plan de communication incluant la révision de l'image de la Société de criminologie du Québec.
- La poursuite de notre implication dans la recherche va nous amener à collaborer avec la Chaire de recherche sur la réinsertion sociale des personnes contrevenantes et avec le programme de recherche RÉ(SO) pour la préparation de l'activité « Quand la recherche rencontre la pratique ». Cet événement prendra la forme d'une table-ronde qui aura lieu le 31 mai 2024 et qui s'intitulera Partage de réflexions sur la (RÉ) Intégration sociocommunautaire.
- De plus, avec la Chaire UNESCO de recherche appliquée sur l'éducation en prison, nous collaborons à l'organisation de la première des Rencontres internationales de Montréal sur l'éducation en prison qui se tiendra du 16 au 18 octobre 2024.
- Nous allons préparer notre Congrès biennal 2025 et les activités entourant notre 65e anniversaire.
- Nous allons poursuivre le développement de nos partenariats, notamment auprès des établissements collégiaux.
- Nous entamons nos réflexions sur notre demande de subvention de soutien sur une base triennale auprès du ministère de la Sécurité publique du Québec et poursuivons le travail de diversification de nos sources de financement.
- Nous prévoyons offrir quatre parutions de notre Infolettre, Le Carrefour, et planifions une stratégie de communication utilisant nos réseaux sociaux.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère de la Sécurité publique du Québec pour leur soutien financier de fonctionnement de la Société de criminologie du Québec.



Merci à nos bénévoles et nos membres pour leur engagement

Merci à tous ceux qui, de près ou de loin, soutiennent notre belle organisation.